

mise à jour et améliorée en 1976 et mon parti a appuyé ces modifications.

Il a été tout simplement cruel de voir la mesure présentée cette année au Parlement venir détruire cette réglementation. Cette mesure a réduit à néant tous les progrès accomplis en vue d'atteindre l'objectif de la propriété canadienne qui est le but du gouvernement. Ce débat dure depuis plusieurs jours, et le gouvernement a eu la très grande amabilité de permettre aux députés de dire leur façon de penser. La plupart de ceux que nous avons entendus ont fait tout leur possible pour présenter des suggestions positives.

On a demandé au gouvernement de chercher à sauver les obligations pour l'expansion des petites entreprises. Je sais qu'il est trop tard pour insérer un article concernant les actions ordinaires. La question temps est trop importante. J'espère que le ministre des Finances et les ministériels se rappelleront les uns aux autres, dans les quelques mois qui restent à venir avant le budget du printemps, de rétablir cette mesure au budget. Alors tous les autres dispositifs de réduction fiscale tendant à faire produire davantage pour que le fisc perçoive plus d'argent vont lutter contre l'inflation, équilibrer le budget et remettre le pays sur les rails.

Je ne suis pas le seul à penser ainsi. La campagne électorale américaine s'est faite sur ce sujet l'automne dernier, et tout le monde a rigolé. «Quelle idée,» a-t-on dit, «réduire les impôts pour percevoir plus d'argent!» Cependant, il y a eu un précédent aux États-Unis en 1963-1964, sans parler de tous les autres.

Le premier ministre des Finances à proposer une mesure pareille, ce fut le député de Saint-Jean-Ouest. Je n'étais pas ici pour écouter l'exposé budgétaire, tout le monde le sait. Mais après avoir lu les documents budgétaires, j'ai compris qu'il s'agissait d'un budget sans égal. Le gouvernement a eu beau être renversé sur ce budget, j'ai parcouru ma circonscription, et j'y ai pris la parole. Si j'ai constaté que le renversement du gouvernement avait provoqué beaucoup d'animation, j'ai senti beaucoup de tristesse parce que devant la défaite des choses pour lesquelles j'avais combattu, et qui étaient concrétisées dans une certaine mesure au budget.

Les gens ne se cachaient pas pour dire qu'il s'agissait d'un bon budget, ou du moins qu'il n'était pas trop mauvais. J'étais fort chagriné de voir que pendant la campagne électorale on a parlé de toutes sortes de choses sauf de ce premier budget de l'histoire canadienne qui cherchait à équilibrer les dépenses et les recettes en réduisant les impôts. Comme je l'ai déjà dit à la Chambre, les intellectuels du monde anglophone vont commenter en classe ce budget sans pareil. Après avoir été acclamé dans le monde entier, il finira par avoir un regain de popularité au Canada. Tout le monde a compris quand j'ai dit au ministre des Finances il y a quelques semaines que j'avais pitié de lui parce que malgré sa politique économique qui devait être aussi disciplinée que ce budget de 1979, il était parti dans la mauvaise direction.

Je demande au gouvernement d'examiner les propositions formulées par certains députés au sujet de l'obligation pour le développement de la petite entreprise et de réfléchir mûrement à certaines questions relatives aux gains de capital, aux crédits d'impôt sur l'énergie et à la réduction des impôts prélevés sur les revenus des industries extractives. Cette dernière mesure accroîtrait la production tout en réduisant les impôts sur le

### *Impôt sur le revenu—Loi*

transport de l'énergie et les impôts des industries les plus touchées par la taxe sur la valeur ajoutée parce que l'énergie est bon marché au Canada. Il y a beaucoup d'énergie au Canada. Notre pays est vigoureux et nous devrions favoriser son épanouissement. Ne gâchons pas son potentiel en prétendant bêtement que nous devons continuer à majorer les impôts et à rendre la législation fiscale plus compliquée dans l'espoir d'accroître les fonds publics, car l'argent tarira si les impôts sont trop élevés. Je propose très sérieusement, comme nous siégeons ensemble à la Chambre durant quatre ans, que nous nous attaquions à la tâche dès maintenant, car les occasions favorables qui s'offrent à nous actuellement disparaîtront à jamais.

**M. Thomson:** Monsieur le président, je souscris à ce que le député de Qu'Appelle-Moose Mountain a dit au sujet des actions canadiennes détenues par des Canadiens. Avant de devenir député, j'ai œuvré durant 20 ans dans le monde des affaires. J'étais président d'une société qui offrait ses actions ordinaires à son personnel et l'encourageait à en acheter. Les employés étaient ainsi propriétaires d'une partie de la compagnie et c'est sans doute la mesure la plus positive et la plus constructive que cette dernière ait prise, pour ses employés comme pour elle. J'ajouterai qu'on ne saurait rien faire de plus constructif que de confier aux Canadiens des intérêts dans l'économie de leur pays.

● (2100)

J'ai fait récemment un voyage en Suède avec un groupe d'étude qui est allé voir sur place comment le Canada pouvait améliorer ses échanges commerciaux avec ce pays par l'intermédiaire d'une société commerciale nationale. Il y a quelques années encore on considérait la Suède comme une économie modèle. J'exhorte tous les députés à aller là-bas pour voir ce modèle, cette expérience socialiste. Ce serait particulièrement intéressant pour mes amis à ma gauche.

En 1980, la Suède a enregistré un déficit fiscal de 18 milliards. Cela équivaldrait à un déficit de 50 milliards au Canada, car la Suède ne compte que huit millions d'habitants.

**M. Sargeant:** Savez-vous de quoi vous parlez?

**M. Thomson:** En Suède, si vous gagnez \$25,000 par an, vous payez \$13,000 d'impôt. Autrement dit, vous êtes imposé à 75 p. 100. Si vous gagnez \$32,000, vous êtes imposé à 85 p. 100. Voilà le résultat de l'expérience socialiste, monsieur le président. Pendant mon séjour en Suède, il y a eu une assez grosse tempête de neige si bien que j'ai dû acheter une paire de caoutchoucs. Je les ai payés 159 couronnes, soit \$50 canadiens. Chez nous je les aurais payés moins de \$10.

**Mlle Jewett:** Quels capitalistes de Calgary représentez-vous?

**M. Thomson:** Les Suédois ont nationalisé leurs mines de fer. Ils ont nationalisé l'industrie sidérurgique. Ils ont nationalisé leur...

**Une voix:** Nous avons fait la même chose.

**M. Thomson:** Le député veut-il écouter ou veut-il parler?

**Une voix:** Je voudrais écouter des paroles sensées.

**M. Thomson:** Je pensais que c'était mon tour. La Suède a nationalisé l'industrie sidérurgique, l'industrie charbonnière, l'industrie navale. En 1970, son niveau de vie se classait au